

Le bel avenir des banques

On reconnaît les crises authentiques à la perte du sens commun qu'elles suscitent. L'éclatement de la bulle financière – de la titrisation pour être plus précis – libère les passions plus que les analyses et l'on prophétise comme si tout cela était du jamais vu.

Si l'on veut bien raisonner un instant, en s'appuyant sur deux à trois siècles de science économique accumulée, concluons d'emblée que l'apocalypse ce n'est pas maintenant et que non, le capitalisme dit anglo-saxon n'est pas mort. Pour échapper au vocabulaire complexe de l'économie, procédons par comparaison avec la médecine : les médecins soignent les corps, les économistes extraient les peuples de la misère. Deux sciences humanistes, utiles et évidemment imparfaites.

Imaginons donc qu'un laboratoire inonde les pharmacies d'une nouvelle pilule anti-cancéreuse, pas chère, efficace et sans ordonnance. Le succès serait instantané, des vies seraient sauvées ; hélas, toute médecine entraîne des effets indésirables. La pilule ferait des victimes. Imaginons de surcroît que le laboratoire créatif mais coupable ait négligé d'accompagner sa découverte d'une notice d'utilisation et de signaler les contre-indications ! C'est exactement ce qui s'est passé avec la titrisation. De très créatifs financiers ont dispersé sur le marché une pilule miraculeuse, les « dérivés », dont la vertu principale est de répartir indéfiniment les risques du crédit : la répartition du crédit sur un plus grand nombre d'épargnants , autorise des prises de risques qui sans cela, paraîtrait trop aventureuse .Grâce à ces produits dérivés, simultanément combinés avec le ralliement de presque toutes les nations à l'économie de marché et à la liberté des échanges, l'économie mondiale a progressé en moyenne de 5% sur ces dix dernières années : des millions d'entreprises nouvelles et d'accessions à la propriété dans les pays riches et pauvres ont ainsi été financés et n'auraient pu l'être sans la titrisation. Avant de hurler contre les spéculateurs et les banquiers , prenons la juste mesure de la richesse acquise, oui , acquise , au bénéfice d'une grand partie de l'humanité .

Mais quel que soit la qualité du produit financier et son coût, il convient tout de même, à terme, de le rembourser. C'est alors que , motivée par l'espoir très humain de ne jamais rembourser ou de rembourser sur la base de prix en hausse incessante (l'immobilier en Espagne ou aux Etats Unis), la planète s'est empiffrée de dérivés jusqu'à l'intoxication. On n'avait pas lu la notice, et d'ailleurs il n'y avait pas de notice. En passant, j'observe que les Etats très réglementés, comme la France, ne sont pas moins goinfrés de dérivés que les états déréglementés comme les Etats-Unis ou l'Irlande . Par conséquent , le

discours présent , tonitruant, revanchard , et anti libéral, sur la nécessaire réglementation et l'indispensable retour de l'Etat n'est que populisme, relent de l'étatisme , voire nostalgie du marxisme ..

Que faire et que prévoir ? Il convient que la titrisation continue parce qu'il n'est pas de développement économique mondiale envisageable, sans crédit mondial et abondant, et sans répartition des risques. Il n'existe pas d'un coté un bon capitalisme qui produirait par enchantement des produits pondéreux et concrets , contre un mauvais capitalisme qui se régalerait d'abstractions financières . Depuis son invention, à Gênes , il y a sept siècles, le développement économique s'est toujours fondé sur un soubassement financier : pas de vaisseaux sans armateurs . Une étatisation des banques, une hyper-réglementation de la titrisation conduiraient donc à la stagnation : les plus pauvres étant les plus dépendants du crédit, seraient les plus atteints.

Indispensable, en revanche, est la transparence de l'information, la notice sur les contre-indications. Aucun dérivé ne devrait être émis et échangé sans que sa provenance, son contenu, ses risques ne soient clairement décrits. Ceci est bien affaire de réglementation publique et rend nécessaires aussi des agences de notation indépendantes, du type association de défense des consommateurs. En conclura-t-on que les crises sont utiles ? Les épidémies ont conduit aux vaccins ; l'étude de la crise économique de 1930 et des erreurs commises alors par les gouvernements , a évité sa répétition. L'intoxication présente à la titrisation devrait pour l'avenir ,consolider le capitalisme financier mondial pour mieux servir un développement tout aussi mondial.

Guy Sorman

.

04 octobre 2008 à 10:58